

Dans cet article classique, publié initialement en 1970, Ralph Miliband répond aux [critiques formulées par Nicos Poulantzas](#) à l'encontre de son ouvrage L'État dans la société capitaliste. Il y revient sur une série de problèmes cruciaux pour la théorie marxiste en général, et pour la compréhension de l'État en particulier.

Quels rapports - ou quel équilibre - entre construction d'une problématique théorique marxiste et réfutation de l'idéologie bourgeoise par la recherche empirique ? Comment penser l'unité de la classe dominante et l'autonomie relative de l'État ? Quel rôle jouent les institutions variées - partis, églises, syndicats, médias de masse, système d'enseignement, familles - dans la production de l'idéologie et vis-à-vis du système étatique ?

Cet article a été publié en janvier 1970 dans la [New Left Review](#). Il a été traduit et publié par la revue Politique aujourd'hui en 1970.

*

La critique de Nicos Poulantzas ouvre exactement le type de discussion le mieux susceptible de contribuer à élucider les concepts et les problèmes auxquels la gauche attribue, en général une importance cruciale pour le projet socialiste, mais que l'on a trop négligés pendant longtemps, voire même passés sous silence. Bien qu'une partie des critiques de Poulantzas ne me paraît pas fondée - comme j'essaierai de le montrer - mon intention ici n'est qu'accessoirement de « défendre » l'ouvrage en question¹ : je voudrais plutôt soulever certaines questions d'ordre général posées par son analyse et qui me paraissent d'une importance particulière lorsque l'on examine la nature et le rôle de l'État dans une société capitaliste. Je souhaite que d'autres à leur tour éprouvent le désir de se joindre à cette discussion.

1. Un problème de méthode

Le premier point concerne la méthode. Poulantzas considère que, malgré ses mérites (qu'il vante plus que généreusement), le livre contient une analyse viciée par l'absence d'une problématique qui situerait correctement les données dont il est fait état. Poulantzas me reproche ce que Charles Wright Mills appelle de « l'empirisme abstrait ». Il affirme avec raison qu'une « condition préalable à tout examen scientifique du "concret" consiste à expliciter les principes épistémologiques que l'on applique » ; il poursuit en écrivant : « Miliband ne traite nulle part de la théorie marxiste de l'État en tant que telle, bien que celle-ci soit constamment implicite dans son étude ». En fait, j'esquisse de manière très explicite la théorie marxiste de l'État, mais brièvement, il est vrai. De cela, j'ai pour motif - en dehors du fait que j'ai examiné cette théorie ailleurs² - que mon propos était d'opposer la conception marxiste à l'opinion démocratique afin d'en faire apparaître les défauts de la seule façon qui me semble possible, c'est-à-dire sur une base empirique. Poulantzas a parfaitement raison de souligner l'importance d'une problématique adéquate dans cette entreprise, et il se peut que mon exposé n'ait pas été assez explicite sur ce point, mais dès lors qu'il note « la présence implicite constante », dans mon ouvrage, de cette problématique, il me semble que mon exposé n'est pas autant vicié qu'il le dit par une déformation due à l'empirisme. Autrement dit, la problématique qu'il exige n'est pas absente de mon livre et je ne suis donc pas amené « à attaquer les idéologies bourgeoises de l'État en (me) plaçant sur leur propre terrain ».

Poulantzas illustre le défaut qu'il m'impute : tout en opposant aux conceptions pluralistes l'idée qu'une pluralité d'élites n'exclut pas nécessairement l'existence d'une classe dominante (et de fait, j'intitule précisément l'un des chapitres « Élitisme économique et classe dominante ») j'omettrais de faire la critique de la notion d'élite et, du même coup, je me situerais à l'intérieur de la

problématique que je tente de réfuter. Là encore, je doute que ce commentaire soit fondé. J'ai conscience de la charge idéologique et politique de certains termes et concepts et je cite maints exemples de l'usage très peu « innocent » qui en est fait³ ; c'est précisément pourquoi j'avais hésité à utiliser le terme d' « élites ». Si je me suis résolu à le faire, c'est d'abord parce que je pensais – peut-être à tort – que son emploi était devenu suffisamment neutre (il se peut qu'en français il ait une teneur idéologique beaucoup plus marquée qu'en anglais), et qu'ensuite, ce terme – employé dans son sens neutre – me paraissait être celui qui convenait le mieux pour ma thèse : à savoir que l'existence d'élites distinctes au sein de la classe dominante – que Poulantzas désigne par le terme reconnu plus neutre, mais un peu faible, de fractions – est parfaitement compatible avec l'existence de cette classe dont elles font parti. Nikos Poulantzas considère que la « réalité concrète » masquée par la notion d'une « pluralité d'élites » ne peut être saisie que si l'on rejette la notion même d'élite. Pour ma part je dirai que la réalité ne peut être appréhendée que si l'on retourne la notion d'élite contre ceux qui s'en servent à des fins d'apologie et qu'on démontre la nécessité de l'inclure dans le concept de classe dominante ou dirigeante. Par conséquent il y a bel et bien des concepts de la science sociale bourgeoisie qui peuvent servir des fins soit critiques soit apologétiques. L'entreprise peut souvent comporter des risques, mais elle est parfois justifiée et nécessaire.

Cependant, la question examinée par Poulantzas va bien au-delà d'un problème de concepts. Il ne s'agit rien de moins que du statut de la recherche empirique et de ses rapports avec la théorie. A ce propos, j'admets volontiers que *L'Etat dans la société capitaliste* peut être insuffisamment « théorique » au sens où Poulantzas entend ce mot. Mais pour ma part j'incline à penser que sa propre approche, telle qu'elle se dégage de l'analyse de mon livre et de son autre ouvrage *Pouvoir politique et classes sociales* est affectée du défaut inverse. Pour parler franc, je dirai qu'il peut arriver que, dans ce domaine tout au moins, l'on soit préoccupé par l'élaboration d'une problématique adéquate et le souci d'éviter la contagion de problématiques opposées au point d'en oublier la nécessité d'une étude empirique et d'une démonstration par les faits de l'erreur de ces problématiques empreintes d'idéologie. Poulantzas affirme ne rien avoir contre l'étude du « concret » : j'irai beaucoup plus loin en avançant que, sur la base d'une problématique dont la nécessité va de soi, cette étude de la réalité est une condition *sine qua non* de l'effort de démystification que représente mon ouvrage, comme Poulantzas a la gentillesse de le dire. Après tout, qui plus que Marx lui-même a souligné l'importance d'une mise à l'épreuve par les faits en vue de vérifier (ou réfuter) la théorie et a consacré plusieurs années de sa vie à cette tâche ? Sans vouloir un seul instant prétendre que Poulantzas ignore cette nécessité je pense toutefois qu'il tendrait plutôt à lui donner moins d'attention qu'elle ne le mérite et ma remarque vaut aussi pour Louis Althusser et ses collaborateurs. Il ne s'agit pas là, je le souligne, d'opposer de façon simpliste (et erronée) les approches empiriques aux recherches anti-empiriques : la question est celle de la place à leur accorder, et c'est là un point d'importance.

2. La nature objective de l'État

Dans son analyse, Poulantzas souligne d'autres points de désaccord entre nous. Mais avant de les aborder je voudrais très brièvement évoquer ce qu'il nomme « le faux problème du managérialisme ». Dans un certain sens, c'est en effet un pseudo-problème, mais dans un certain sens seulement. Il est faux d'avancer que les motivations des managers (nous y reviendrons) sont telles qu'elles permettent de distinguer ceux-ci des autres membres de la classe des capitalistes ; nous sommes donc d'accord tous deux pour voir dans la thèse d'une « corporation par l'âme » une mystification. Mais Poulantzas écrit que j'attribue aux managers « une importance qu'ils n'ont pas ». Cette opinion me paraît sous-estimer la portée du phénomène manager dans l'organisation interne de la production capitaliste (attitude que Marx, qui écrivit il y a cent ans, n'a pas eue pour sa part)⁴. Poulantzas, de son côté, tient à mettre l'accent sur « les différences et les rapports entre les diverses

fractions du capital ». Mais bien qu'elles soient en effet importantes et doivent figurer dans toute analyse économique et politique du capitalisme contemporain, j'avance pour ma part que l'importance qu'il accorde à ces différences et rapports risque de masquer la cohésion sous-jacente entre ces divers éléments et, donc, de faire le jeu de ceux qui font ressortir ces différences afin de pouvoir réfuter la cohésion essentielle de la classe capitaliste dans le cadre d'un capitalisme développé.

Quoi qu'il en soit, c'est une question plus fondamentale que Poulantzas soulève lorsqu'il laisse entendre que j'attache une importance injustifiée aux motivations des managers, et même que je commets une véritable erreur en attachant une importance quelconque à ces motivations. Selon lui, « pour se prononcer » sur ce qui caractérise la situation de classe des managers, il n'est pas besoin de considérer les motifs de leur conduite, mais uniquement « leur place dans le procès de production et leur rapport à la propriété des moyens de production ». A mon avis il faut tenir compte de ces deux ordres de considération, non parce que les motivations des managers seraient décisives en la matière (et Poulantzas se trompe lorsqu'il croit qu'elles le sont à mes yeux)⁵, mais parce que, précisément, il faut montrer pourquoi elles n'ont pas ce caractère décisif. A les passer totalement sous silence, on court le danger de laisser une faille dans l'argumentation qui doit servir à démolir l'apologie des théories manageristes. C'est sans doute pour cette raison que Baran et Sweezy, par exemple, accordent une grande attention au « comportement des managers » (*business behaviour*) dans leur ouvrage *Monopoly Capital*.

Le problème des motivations se pose aussi, plus incisif encore, à propos de ce que j'ai appelé l'élite de l'État (*State elite*) et de ses rapports avec la classe dirigeante. Poulantzas note que, pour réfuter les idéologies de la neutralité de l'État, je montre que les membres de cette classe participent eux-mêmes au gouvernement et j'indique comment les hommes qui sont aux commandes des divers éléments du système étatique sont liés à la classe dirigeante par leur origine sociale, leur situation, leur milieu (il aurait pu ajouter : et par leur idéologie). Mais, poursuit Poulantzas, cette façon de procéder, tout en revêtant une « importance démystifiante capitale », n'est pas « la plus significative ». Le raisonnement qui lui sert à justifier cette thèse est si essentiel pour mon propos que je dois le citer assez longuement : « Le rapport entre la classe bourgeoise et l'État est un rapport objectif. La correspondance, dans une formation sociale déterminée de la fonction de l'État et des intérêts de la classe dominante dans cette formation est due au système lui-même. » De même, ceux qui sont membres de l'appareil d'État fonctionnent « selon une unité interne spécifique. Leur origine de classe passe au second plan eu égard à leur position de classe... (qui tient) précisément au fait qu'ils appartiennent à l'appareil d'État et ont comme fonction objective d'actualiser son rôle... rôle qui, dans son ensemble, répond aux intérêts de la classe dominante ».

Je voudrais à ce propos faire deux remarques. La première, et la moins importante, c'est que Poulantzas sous-estime considérablement l'accent que je mets moi-même sur les « rapports objectifs » qui concernent et modèlent le rôle de l'État. En effet, je souligne à plusieurs reprises que le gouvernement et la bureaucratie, quelles que soient l'origine sociale, la situation de classe et même l'idéologie des hommes en place, sont soumis aux contraintes structurelles inhérentes au système lui-même. Mais peut-être aurais-je dû placer plus fortement encore l'accent sur cet aspect de la question.

Poulantzas est unilatéral à ce propos et va trop loin lorsqu'il refuse d'examiner la nature de l'élite de l'État en alléguant que c'est une question dépourvue d'intérêt. En effet, en mettant exclusivement l'accent sur les « rapports objectifs », son raisonnement débouche sur la thèse que l'activité de l'État est, dans tous ses détails et à tout instant, entièrement déterminée par ces rapports ; en d'autres termes il affirme que les contraintes exercées par les structures des systèmes sont déterminantes au point de transformer les hommes qui gèrent l'État en de simples fonctionnaires, en exécutant de politiques imposées par « le système ». Mais il rejette, en même temps, la « longue tradition

marxiste (qui) considérait l'État comme un simple outil ou instrument manipulable à volonté par la classe dominante ». En revanche, il souligne le caractère « relativement autonome » de l'État. Mais, à mes yeux, tout ce développement ne fait que substituer les notions de « structures objectives » et de « rapports objectifs » à celle de « classe dirigeante ». Or, puisque la classe dirigeante est un élément dominant du système, nous nous retrouvons finalement au point de départ : la subordination de l'élite de l'État à cette classe ; donc l'État n'est pas « manipulé » par la classe dirigeante qui l'oblige à exécuter ses ordres : il agit selon cette volonté de façon autonome, mais pour la seule et unique raison que le système lui impose des « rapports objectifs ». Poulantzas condamne « l'économisme » de la deuxième et de la troisième Internationale et y voit la raison qui leur a fait négliger le problème de l'État. Mais son analyse me semble conduire tout droit une sorte de déterminisme structurel, ou plutôt à un super-déterminisme structurel qui rend impossible un examen vraiment réaliste des rapports dialectiques entre l'État et le « système ».

Pour ma part, je crois que « l'État dans ces sociétés de classes est d'abord, inévitablement, le gardien, le protecteur des intérêts économiques prédominants. Sa mission et son objectif "véritables" consistent à assurer la prédominance de cette domination et non à l'empêcher »⁶. Mais je crois aussi que dans le cadre de cette problématique, l'élite étatique se trouve liée au système par un ensemble de rapports infiniment plus complexes que l'image qu'en donne Poulantzas. D'autre part, tout au moins dans une certaine mesure, limitée mais importante, ces rapports sont modelés par le type de facteurs que j'introduis dans mon analyse et dont Poulantzas estime qu'ils n'entrent pas en ligne de compte.

Le danger politique de ce super-déterminisme structurel me paraît évident. Car si l'élite est si totalement prisonnière des structures objectives qu'on le prétend, il n'y a pas alors de différence réelle entre un État qui serait gouverné, disons par des hommes partisans d'une Constitution bourgeoise - conservateurs ou social-démocrates peu importe - et un État dirigé par des fascistes par exemple. C'est en abordant le problème sous cet angle que le Komintern a été conduit, durant la période du « classe contre classe », à sous-estimer de façon fatale les conséquences de la victoire des nazis pour le mouvement ouvrier allemand. C'est là une déviation ultra-gauchiste qui n'est pas rare aujourd'hui non plus. Elle fait pendant à une déviation droitière selon laquelle les changements de gouvernement, par exemple l'élection d'un gouvernement social-démocrate s'accompagnant de quelques modifications dans le personnel du système étatique suffirait à transformer radicalement la nature et le rôle de l'État. Dans les deux cas, il s'agit de déviations dangereuses.

Le même type d'abolition des différences entre formes de gouvernement et d'État transparaît dans l'idée de « l'autonomie relative » de l'État défendue par Poulantzas. Il pense que Marx voulait dire par là que le bonapartisme était « caractéristique de toutes les formes de l'État capitaliste ». Sauf erreur, je ne connais aucun texte de Marx qui permette cette interprétation, et s'il y avait quelque chose qui autorise à tirer cette conclusion, c'est, à mon sens, Marx qui aurait fait erreur. Car si cette notion de bonapartisme a bien un sens, on peut affirmer qu'elle n'a pas marqué de façon caractéristique toutes les formes d'État capitaliste, bien au contraire. Ce que Marx a dit, c'est qu'en France le bonapartisme « était la seule forme possible du gouvernement, à une époque où la bourgeoisie avait déjà perdu - et où la classe ouvrière n'avait pas encore acquis - la capacité de gouverner la nation »⁷. Il est parfaitement vrai que tous les États sont, à des degrés divers, « autonomes », et Poulantzas interprète mal ma pensée lorsqu'il dit que je n'admets, en fin de compte, cette autonomie que dans le seul cas, extrême, du fascisme⁸. Ce que j'avance, en fait, c'est que le fascisme est le cas extrême de l'autonomie de l'État dans le cadre d'une société capitaliste - ce qui est tout autre chose - et qu'entre ce type d'autonomie et celui de l'autonomie d'une démocratie bourgeoise, il y a un fossé dont il serait dangereux de minimiser la largeur. Ceci ne m'amène guère à décrire l'apothéose de la démocratie bourgeoise, mais, plutôt, à dire que « la critique socialiste des "libertés bourgeoises" ne prétend pas (ou ne devrait pas le faire) qu'elles sont

dépourvues de signification, mais plutôt que ces libertés sont profondément inadéquates et qu'il faut les étendre par la transformation radicale du contexte politique, économique et social qui les condamne justement à l'inadéquation et à l'érosion »⁹.

3. Les institutions porteuses d'idéologie

Les remarques de Poulantzas consacrées à mes commentaires en matière idéologique soulèvent aussi des problèmes de fond. Il écrit que tous deux nous avons « fini par considérer que l'idéologie n'a d'existence que sous la forme d'idées, de coutumes et de règles de morale sans voir qu'elle peut aussi s'incarner, au sens fort de ce mot, dans des "institutions" ». Pour ce qui me concerne, je dois plaider non coupable face à cette accusation. En effet, ce qu'il veut bien appeler mes « excellentes analyses en profondeur » du sujet portent précisément sur les institutions qui répandent l'idéologie et sur leur intégration totale, en tant qu'institutions, au système général de domination ; et mes remarques concernent les partis, les églises, les groupes de pression, les moyens de communication de masse, l'enseignement, etc. Si mes analyses ont quelque valeur, c'est en ce qu'elles visent à démontrer le fait que « la socialisation politique » est un processus effectué par les institutions qui, pour la plupart, ne manquent pas de souligner constamment leur caractère « non idéologique » « apolitique » et « neutre ».

Poulantzas soulève un point plus important encore lorsqu'il écrit que ces institutions « appartiennent » au système étatique et qu'il avance une thèse selon laquelle l'État « se compose de plusieurs appareils ou institutions dont certains ont un rôle essentiellement répressif tandis que celui de certains autres est principalement idéologique », en mentionnant dans cette seconde catégorie, l'église, les partis politiques, les syndicats, les établissements d'enseignement, les moyens de communication de masse et, d'un certain point de vue, la famille.

Je doute très sérieusement de la validité de cette thèse. Dans *L'État dans la société capitaliste*, j'é mets l'idée que l'État est de plus en plus engagé dans la « socialisation politique » et qu'il y joue à certains égards, un rôle d'extrême importance¹⁰, mais je pense, par ailleurs, que tout comme il est nécessaire de montrer que les institutions énumérées plus haut font partie du système de pouvoir, et qu'elles sont toujours plus étroitement liées et étayées par l'État - comme le dit Poulantzas -, il est nécessaire aussi de ne pas obscurcir le fait qu'elles ne font pas partie de l'État, dans les démocraties bourgeoises, mais font partie du système politique.

Ces institutions sont effectivement engagées dans un processus d'étatisation croissante ; et, comme je le note aussi dans mon livre, ce processus prendra probablement plus de relief encore par le fait que, dans le cadre de la crise générale du capitalisme avancé, l'État doit assumer une responsabilité croissante dans l'endoctrinement et la mystification politique. Mais soutenir que ces institutions font partie du système étatique ne me paraît pas conforme à la réalité et tend à obscurcir la différence qui sépare ce type de système politique des systèmes où les institutions qui diffusent de l'idéologie font effectivement partie d'un système étatique détenant le monopole du pouvoir.

Dans les autres systèmes, les institutions idéologiques conservent une autonomie considérable. C'est ce qui leur permet justement de mieux déguiser leur appartenance au système du pouvoir dans une société capitaliste. Pour montrer leur activité véritable il ne faut pas prétendre qu'elles font partie intégrante du système étatique, mais prouver comment elles exercent leurs fonctions idéologiques en dehors de ce système. C'est ce que j'ai tenté de faire.

Enfin, Poulantzas relève que mon livre ne contient guère de « conclusions politiques ». Si par « conclusions politiques », il entend une réponse à la question : « où allons-nous à partir de là et

comment ? », alors sa critique est fondée. Je n'ai pas de peine à déclarer que le but des socialistes est la création d'une « ordre social authentiquement démocratique, une société vraiment libre d'hommes et de femmes qui se gouvernent eux-mêmes, où l'État – selon l'expression de Marx – serait transformé « d'organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle »¹¹. Mais cette affirmation pose évidemment tout un ensemble de problèmes très vastes que je n'ai pas estimé pouvoir aborder ici et moins encore résoudre, avec quelque rigueur, en guise de conclusion de mon ouvrage.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ *L'État dans la société capitaliste. Analyse du système de pouvoir occidental* [1969], Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2012.
2. ↑ « Marx and the State », in *Socialist Register* », 1965 [Une traduction de ce texte paraîtra prochainement sur *Contretemps-web*].
3. ↑ Par exemple, j'ai écrit : « Certains gouvernements pourront ne s'intéresser qu'à une meilleure gestion de l' "économie". Mais décrire le système en le ramenant à l' "économie" revient à utiliser des termes abstraits et à obscurcir le véritable processus. En effet, ce que l'on perfectionne, c'est une économie *capitaliste* ; et cela nous permet de savoir que, quels que soient ceux qui en profiteront, les intérêts capitalistes ne risquent pas d'en pâtir » (*op. cit.*, p. 102).
En fait, la formulation utilisée par Marx peut aller plus loin : « qu'une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire » (*Le Capital*, Livre III, chapitre XXVII, éd. sociales, 1959, tome 8, p. 102). « C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production » (*Ibid.*, p. 104).
Par exemple : « tout comme le vulgaire entrepreneur-propriétaire des jours anciens, le gestionnaire moderne, si brillant, si reluisant soit-il, doit également se soumettre aux exigences impératives dues au système dont il est à la fois le maître et le serviteur - la première et la plus importante de ces exigences étant qu'il doit réaliser les profits "les plus élevés possibles" » (Miliband, *op. cit.*, p. 49-50).
4. ↑ *Op. cit.*, p. 312.
5. ↑ *La guerre civile en France*, Paris, Editions sociales, 1968, p. 40.
C'est notamment parce que je reconnais cette « autonomie relative » de l'État que je suis amené à penser que Poulantzas saisit mal ce que j'ai écrit lorsqu'il affirme que mon analyse « converge avec la thèse communiste orthodoxe du capitalisme d'État », pour qui la forme actuelle de l'État a pour traits spécifiques l'interpénétration toujours plus poussée, par les personnes, entre les monopoles et les membres de l'appareil d'État, la « fusion de l'État et des monopoles en un mécanisme unique ». En fait je pense que ce schéma est simpliste et je mets en doute explicitement son utilité (Miliband, *op.cit.*, p. 22, note 26).
6. ↑ *Ibid.*, p. 313.
7. ↑ *Op. cit.*, pp. 220 et s.

11. ↑ *Op. cit.*, p. 324.